



Suite aux « Conversations régionales » mises sur pieds à Dakar (2016 et 2017), N'Djamena (2017), New York (2017), et Yaoundé (2017) sur le thème « Investir dans la paix et la prévention de l'extrémisme violent dans la région du Sahel – Sahara », Interpeace

(Genève), l'Institut International pour la paix (IPI, New York), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS, Dakar) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse ont organisé le 25 janvier 2018 à Genève une Table ronde de restitution des conclusions et recommandations de ces Conversations.

Cette initiative des Conversations, qui vise à créer et à maintenir une dynamique permettant une meilleure compréhension de la complexité de l'extrémisme violent dans cette région et de la perception qu'en ont les personnes directement concernées, permet surtout de faire part et de stimuler des initiatives concrètes sur le terrain pour promouvoir des alternatives à l'extrémisme violent.

L'objectif de la table ronde de Genève, en partageant quelques-unes de ces expériences, visait ainsi à promouvoir et à renforcer une approche pratique de la prévention de l'extrémisme violent.

L'intérêt de cette rencontre avec des acteurs de terrain engagés dans une démarche de prévention fut manifeste, au vu de l'audience nombreuse et de qualité réunie ce jour-là, où l'on comptait des représentants du corps diplomatique (et notamment les chefs des missions permanentes du Tchad et du Sénégal), des agences onusiennes, des ONGs, des centres de recherche et de formation/think tanks et des universités.

Sous la modération de M. Arthur Boutellis (IPI), le mot de bienvenue fut prononcé par M. Scott Weber, Directeur général d'Interpeace, pour qui l'exclusion est au centre des dynamiques de violence, celle-ci devenant toujours davantage un instrument de promotion sociale pour ceux qui tentent d'échapper à l'impasse de leur avenir. Ainsi, « pour combattre la violence de l'extrémisme, il faut combattre la violence de l'exclusion ».

Les remarques introductives prononcées par l'ambassadeur Sabrina Dallafior, Représentante permanente de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement et Représentante permanente adjointe auprès de l'ONU et des autres OI à Genève, soulignèrent la nécessité d'investir autant, si ce n'est plus, dans la prévention que dans les mesures de sécurité pour envisager à long terme un changement d'attitude de ceux qui sont attirés par la violence extrême. L'innovation principale apportée par les Conversations est la prise de conscience que des dialogues régionaux et des engagements politiques à long terme sont nécessaires dans l'accompagnement des acteurs de paix ; et il apparaît aujourd'hui que plusieurs acteurs ont un rôle central à jouer dans la PEV : médias, forces de défense et de sécurité, femmes, jeunesse.

Il revint au Général Paul Ndiaye, directeur général du Centre de Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) de Dakar, de souligner l'importance d'associer les Forces de défense et de sécurité (FDS) aux mesures de prévention.

Même si le concept n'est pas encore partout bien compris au sein de ces forces, il est pourtant essentiel à leur rôle, tant au plan stratégique qu'opérationnel : participer à la cohésion de l'Etat, intégrer toutes les couches de la population, contribuer à la sensibilisation des populations par la police de proximité et être au service de la population par les multiples activités qu'elles mènent en sa faveur. Et ceci, dans un respect scrupuleux des droits humains dans l'exercice de la violence légitime par les FDS. Mais « la réponse ultime à l'extrémisme violent, c'est le développement » a-t-il conclu, rappelant encore cet adage : « lorsque c'est urgent, c'est trop tard ».

Pour M. Abbas Aroua, directeur de la Fondation Cordoue de Genève, le travail avec les religieux reconnus pour leurs connaissances théologiques est capital. Travail théorique, tout d'abord, sur les définitions (quels sont les différences et les liens entre l'extrémisme, le radicalisme et la violence ?), les nuances idéologiques, les divers positionnements liés à la violence extrême. Mais travail avec ceux qui croient que la participation à la vie citoyenne est nécessaire, même si l'indépendance des religieux par rapport aux autorités politiques est indispensable. Travail aussi sur une validation des messages par des érudits reconnus sur le type de dialogue possible avec les jeunes proches des groupes extrémistes. Pour ceci, la confiance, toujours longue à se construire, est indispensable. Car dans la prévention, toutes les ressources sont bienvenues, y compris celles des acteurs religieux. Les extrémistes violents restent des humains, que l'on doit aider à sortir du chemin de la violence et non « dé-extrémiser » ou « éradiquer ».

Quand Mme Pauline Bend, directrice du bureau de la Fondation Hirondelle à Niamey (Niger), pose la question du rôle des médias dans la banalisation de la violence, elle met en exergue les exclusions et les violences symboliques qui se sont exercées en silence pendant des décennies et dont les médias n'ont quasiment jamais parlé, ou les médias « mainstream » qui aujourd'hui inondent notre quotidien de violence. Là aussi, la relation de confiance est nécessaire pour mettre en place le dialogue entre les citoyens et l'Etat et entre les citoyens eux-mêmes. Dans cette perspective, un journalisme professionnel qui montre l'ensemble des points de vue, qui est attentif à l'usage de mots non stigmatisant, qui est porteur de messages de tolérance et de dignité humaine, et qui soit de proximité est indispensable pour contribuer à consolider le contrat social.

Enfin, pour le Dr. Christian Pout, président du Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES), au Cameroun, qui organisa en novembre 2017 les Conversations de Yaoundé pour l'Afrique centrale et Bassin du Lac Tchad, parler de prévention, quand les résultats de la Force multilatérale mixte de la CBLT sur le terrain peuvent être considérés comme un succès, n'est pas facile. Cependant, il fut évident aux participants à ces Conversations, qui provenaient d'origines très diverses (autorités, politiciens, chercheurs, acteurs de la société civile, à l'image des autres Conversations) que les causes psychologiques, éducationnelles, politiques et sociales de la violence dépassent, et de loin, les simples réactions à court terme des FDS (ou des comités de vigilance qui leur servent souvent d'appoint). Il est nécessaire de voir les implications concrètes des multiples violences qui traversent historiquement la région pour prendre conscience que la prévention, au sens large, est une nécessité et non pas une option. La compréhension profonde des contextes, la solidarité civique et régionale ainsi que l'action commune sont nécessaires pour donner un nouvel espoir aux populations et ne pas les laisser succomber à la peur. Yaoundé a enfin permis de s'interroger sur le sens des interactions et la place qui est faite ou qui serait à faire à un dialogue inclusif, ouvert à tous et à toutes, y compris aux extrémistes violents, ainsi que sur le sens et la place de la citoyenneté.

Le débat fut conclu par M. Kouider Zerrouk, chef de la Communication et de l'Information Publique de l'UNOWAS (Dakar), qui voit trois axes utiles pour maintenir la cohérence du travail très novateur que poursuivent les Conversations : porter activement auprès des autorités les messages des Conversations afin de faire valoir l'utilité et la nécessité de la prévention ; mettre l'humain et le citoyen au centre de l'action de l'Etat ; et oser poursuivre l'approche pragmatique et innovante qui fut celle des Conversations depuis leur lancement il y a deux ans.

La question de l'utilisation de la richesse d'expériences et d'expertise contenue dans ces Conversations régionales s'est donc inscrite en filigrane dans toutes les interventions. Le désir d'aller de l'avant fut clairement exprimé et général. Une évaluation des travaux de ces deux dernières années devrait s'intégrer aux nouvelles idées qui ont été proposées, telles que le souhait de voir tant les politiciens, et plus spécialement les élus aux diverses assemblées nationales, que les représentants au plus haut niveau des états-majors participer activement aux réflexions que nécessite la réponse à long terme à l'extrémisme violent.

Annexes :

- Programme de la table ronde (pdf)
- « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence au Sahel-Sahara : Deuxièmes Conversations régionales sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, N'Djamena, Tchad, 31.05-1.06.2017) - <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf>
- Plateforme en ligne sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) / Online PVE Platform - <https://pveplatform.forumbee.com>

